

Déclaration commune au CA du 31 janvier 2022.

Listes des personnels enseignants, d'accompagnement et d'éducation (snfolc, non syndiquée) et
Association des parents d'Elèves de la FCPE d'Houplines.

Nous ne prendrons pas part au vote sur la répartition de la DHG pour exprimer notre mécontentement. Nous ne voudrions pas laisser croire aux autorités académiques qu'en approuvant la moins mauvaise solution nous sommes satisfaits des moyens octroyés.

Non, la dotation du collège pour la rentrée prochaine n'est pas à la hauteur.

Elle n'est pas à la hauteur de la situation. Est-ce le moment d'augmenter le nombre d'élèves par classe et de passer d'une moyenne de 24 élèves à des niveaux à 28 ? On invoque une légère variation démographique, une trentaine d'élèves prévus en moins sur les 500 que compte le collège pour justifier la suppression de 58 heures dont 54 heures postes. Comme si nous ne traversons pas une crise sanitaire inédite. Comme si les apprentissages des élèves n'en étaient pas affectés. Comme si la question des moyens humains donnés pour y faire face ne se posait pas. L'éducation, comme la santé, ne devrait-elle pas être une priorité, « quoiqu'il en coûte ? »

Non, cette dotation n'est pas à la hauteur de nos besoins. Pour remédier aux nombreuses heures de cours manquées par les élèves, supprimées, aux périodes de confinement, à toutes les perturbations concrètes, matérielles et psychologiques des processus d'apprentissage qu'ils ont connues, il ne faut pas réduire mais augmenter notre dotation. Pour ne pas compromettre plus gravement encore l'acquisition des connaissances, des compétences et de la culture définis par les programmes officiels, 23 élèves par classe en sixième, 22 en 3ème et 23 en 5ème, cela ne serait pas trop peu, cela ne serait pas gâcher l'argent public. Et pour cela, nous demandons que soient financées non pas 19 divisions l'an prochain, contre 21 cette année, mais 22.

Il faudrait, en outre, donner réellement les moyens de réussir l'inclusion des élèves en situation de handicap, en ne concevant pas qu'un élève soit inclus sans accompagnant, qu'il n'y ait qu'un accompagnant pour trois (ou plus), en faisant confiance aux professeurs pour définir un programme d'inclusion adapté au profil individuel de chaque élève, en s'interdisant de recourir à des prétextes de « socialisation », « d'expérimentation », de « mutualisation » et autre « transfert de compétences » pour pallier et masquer une politique de réduction des coûts.

Cette dotation n'est pas à la hauteur de l'ambition pourtant affichée pour l'éducation nationale par le gouvernement et le ministre qui en a la charge depuis cinq ans. Il ne suffit pas de garder les « écoles ouvertes », encore faut-il leur donner les moyens de fonctionner, c'est-à-dire d'assurer leur mission tout en assurant la sécurité, et pour cela leur communiquer à temps les informations nécessaires à une bonne organisation. Il est temps d'entendre et de considérer la parole des agents et des usagers.

Ce que ceux-ci veulent ils l'ont dit en participant et en soutenant les appels à cesser le travail et à manifester les 13 et 27 janvier derniers. Ils revendiquent :

- Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services !
- Toutes les créations de classes, d'heures et de postes nécessaires !
- De réelles mesures de protection pour les personnels et les élèves !
- De véritables mesures de sortie de la précarité pour les AED et AESH concernant les conditions d'emploi et de salaire !
- Une augmentation immédiate des salaires, notamment par l'augmentation significative de la valeur du point d'indice !